

L'évolution des relations économiques entre l'Asie-Pacifique et l'Amérique latine

- En 2018-2019, une reprise de la demande mondiale donnera un coup de pouce aux échanges commerciaux entre l'Asie-Pacifique et l'Amérique latine. Les grandes puissances économiques des deux régions continueront de dominer les échanges commerciaux de produits de base destinés à l'industrie manufacturière.
- Les efforts officiels de consolidation et d'expansion de l'intégration interrégionale se poursuivront, ce qui aura pour effet d'accroître le nombre d'accords commerciaux et d'investissements formels entre l'Asie-Pacifique et l'Amérique latine.
- Les flux d'investissement bilatéraux sont portés par la Chine, le Japon et les centres financiers extraterritoriaux des Antilles. La Chine est appelée à étendre sa présence en Amérique latine grâce à l'investissement direct étranger (IDE) et au crédit des banques de l'État chinois.

Aux États-Unis, les partis pris de la politique commerciale protectionniste ont amené les économies en développement du monde entier à se tourner vers d'autres pays pour continuer d'accroître leur intégration économique mondiale. Effectivement, les économies de l'Amérique latine (LATAM) et de l'Asie-Pacifique (APAC) en sont des exemples de choix, puisqu'elles progressent dans le resserrement de leurs liens bilatéraux dans les échanges commerciaux et l'investissement.

On peut considérer que le commerce des biens est la pierre d'assise des relations commerciales entre ces deux régions. Lorsque ces liens sont établis, d'autres courants commerciaux — comme le commerce des services et l'investissement — peuvent se développer. Dans le présent rapport, nous nous penchons sur l'évolution de ces liens entre l'Amérique latine et l'Asie-Pacifique* ces dernières années, afin de présenter au lecteur un panorama factuel de la situation actuelle des relations bilatérales entre les deux régions et une évaluation de leur évolution probable dans les années à venir.

LA CROISSANCE DU COMMERCE BILATÉRAL DEVRAIT REPREDRE DE LA VITESSE EN 2018-2019

Le commerce des biens entre l'Asie-Pacifique et l'Amérique latine a spectaculairement progressé depuis le début du millénaire, en supplantant les gains du commerce mondial. Après 2000, à l'époque où le commerce bilatéral se chiffrait à 78 G\$ US à peine (graphique 1), les échanges de biens entre l'Asie-Pacifique et l'Amérique latine ont bondi pour s'inscrire à 593 G\$ US en 2014 (notamment en raison des variations des prix des produits de base). En 2015-2016, les courants commerciaux ont connu un passage à vide; or, en 2017, les signes d'une solide reprise se sont fait jour. En moyenne, les livraisons de biens de l'Asie-Pacifique dans les pays de l'Amérique latine ont progressé de 13,6 % par an entre 2000 et 2016, alors que dans l'autre sens, les échanges ont augmenté de 15,0 % par an. À titre de comparaison, la croissance du commerce mondial s'est établie à une moyenne de 6,9 % par an dans la même période.

Cet élan s'explique essentiellement par le dynamisme de l'Asie-Pacifique et de l'Amérique latine, puisque ces régions portent depuis des dizaines d'années la croissance économique mondiale. En effet, l'Asie-Pacifique et l'Amérique latine se caractérisent par des économies en développement qui progressent à partir d'assises relativement faibles, ce qui explique les gains rapides du PIB et du commerce. **En outre, nous avons relevé trois grandes raisons pour expliquer la reprise du commerce entre les deux régions depuis 2000 :**

* Pour les besoins du présent rapport, nous entendons par « Asie du Pacifique » les pays en développement de l'Asie, ainsi que l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Hong Kong, Macao, le Japon, la Corée du Sud, Singapour et Taïwan. L'Amérique latine s'entend du Mexique, de l'Amérique centrale, des Antilles (sauf indication contraire) et de l'Amérique du Sud.

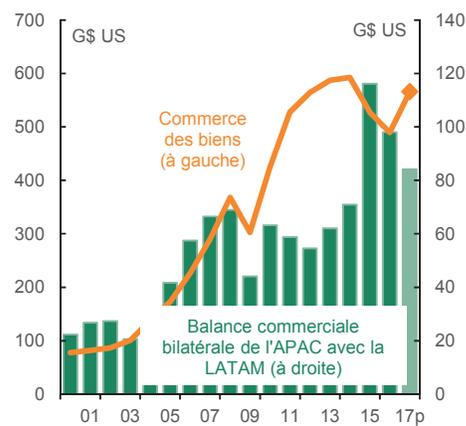
RENSEIGNEMENTS

Tuuli McCully
 65.6305.8313 (Singapour)
 Études économiques de la Banque Scotia
tuuli.mccully@scotiabank.com

Raffi Ghazarian
 416.866.4211
 Études économiques de la Banque Scotia
raffi.ghazarian@scotiabank.com

Graphique 1

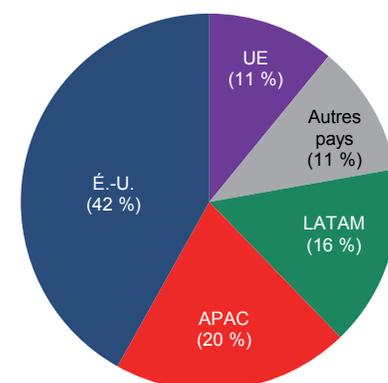
Commerce des biens entre l'Amérique latine et l'Asie-Pacifique



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, DOTS du FMI.

Graphique 2

Exportations de biens de l'Amérique latine par région, 2016



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, DOTS du FMI.

1. la Chine a adhéré à l'Organisation mondiale du commerce en 2001 et a ouvert son économie au reste du monde, ce qui lui a permis de connaître un essor fulgurant;
2. le premier accord de libre-échange (ALÉ) entre l'Amérique latine et l'Asie, entré en vigueur en 2004 (l'ALÉ entre la Corée du Sud et le Chili), a été suivi de plusieurs autres accords lorsque l'intégration interrégionale est devenue le fait dominant de la conjoncture mondiale. L'ouverture tendancielle généralement plus grande au commerce en Amérique latine et en Asie-Pacifique ces dernières années se poursuivra probablement dans l'avenir prévisible;
3. l'intégration intrarégionale des deux continents a raffermi l'assise locale qui leur permet de rayonner sur de nouveaux marchés. Effectivement, les pays de l'Amérique latine ont accentué leur coopération économique régionale pendant plusieurs décennies grâce au Marché commun du Sud (MERCOSUR), à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), à la Communauté caribéenne (Caricom) et, à une époque plus récente, dans le cadre de l'Alliance du Pacifique. L'Asie-Pacifique a harmonisé son cadre institutionnel dans le cadre de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) et de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

L'Amérique latine et l'Asie-Pacifique entretiennent actuellement des liens commerciaux étroits, et les perspectives s'annoncent favorables, compte tenu de la récente reprise de la demande mondiale et du solide rendement économique des deux régions. En outre, les efforts soutenus consacrés à l'intégration régionale viennent réduire les obstacles réglementaires et créer un environnement commercial plus favorable. Par exemple, Singapour, l'Australie et la Nouvelle-Zélande (ainsi que le Canada) viennent d'adhérer à l'Alliance du Pacifique (constituée de la Colombie, du Chili, du Mexique et du Pérou) à titre de membres associés, ce qui enrichit les liens bilatéraux entre les pays de l'Asie-Pacifique et de l'Amérique latine et leur permet d'intégrer éventuellement leurs chaînes d'approvisionnement. En 2016, le commerce entre les deux régions s'est chiffré à 491 G\$ US et est en bonne voie d'inscrire un chiffre nettement supérieur en 2017. Dans les trois premiers trimestres de 2017, les exportations de l'Asie-Pacifique à destination de l'Amérique latine ont progressé de 6,8 % sur un an. Dans le même temps, les livraisons de l'Amérique latine en Asie-Pacifique ont bondi de 18,7 % sur un an, ce qui supplante nettement la croissance du commerce mondial, qui s'est établie à une moyenne de 8,6 % sur un an dans la période de janvier à septembre. Nous estimons que les échanges bilatéraux entre l'Asie-Pacifique et l'Amérique latine ont atteint 566 G\$ US en 2017 et qu'ils dépasseront facilement, en 2018, le sommet de 2014 (soit 593 G\$ US).

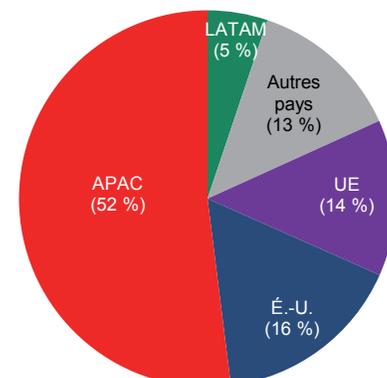
L'ASIE-PACIFIQUE CONTINUERA DE DOMINER LES RELATIONS BILATÉRALES ET L'AMÉRIQUE LATINE COMPTERA SUR LA DEMANDE SOUTENUE DE L'ASIE

Les rapports commerciaux entre l'Asie-Pacifique et l'Amérique latine sont inégaux : l'Asie-Pacifique occupe une position dominante, puisque son économie est presque cinq fois plus importante que celle de l'Amérique latine. En raison de son énorme pouvoir économique, l'Asie-Pacifique continuera d'être un marché exportateur très important pour les économies latino-américaines, qui réalisent actuellement en Asie-Pacifique 20 % de leur chiffre d'affaires total à l'étranger — soit près de 200 G\$ US en 2016 (graphique 2). Il s'agit de près du triple de la part de l'Asie-Pacifique dans les exportations de l'Amérique latine en 2000. Dans le même temps, l'Asie-Pacifique ne vend que 5 % de ses exportations à l'Amérique latine (graphique 3), soit le double des ventes réalisées en 2000. Malgré une part plus modeste du total des exportations, la valeur des livraisons asiatiques en Amérique latine a été nettement supérieure — soit presque 300 G\$ US en 2016 — en raison du rôle de l'Asie comme puissance exportatrice mondiale. L'Asie-Pacifique a donc inscrit, avec l'Amérique latine, un excédent commercial bilatéral de 98 G\$ US (graphique 1), ce qui a provoqué un certain malaise chez les décideurs latino-américains.

La dépendance de la région à l'endroit de la demande chinoise est un autre facteur qui cause un certain inconfort parmi les autorités latino-américaines. Effectivement, **la Chine joue un rôle prépondérant dans les rapports entre les deux régions, et nous n'entrevoions pas d'évolution de cette dynamique dans un proche avenir.** À l'heure actuelle, 52 % des exportations latino-américaines en Asie-Pacifique sont destinées à la Chine, alors que 55 % des importations latino-américaines depuis l'Asie-Pacifique proviennent de la Chine (graphiques 4 et 5).

Graphique 3

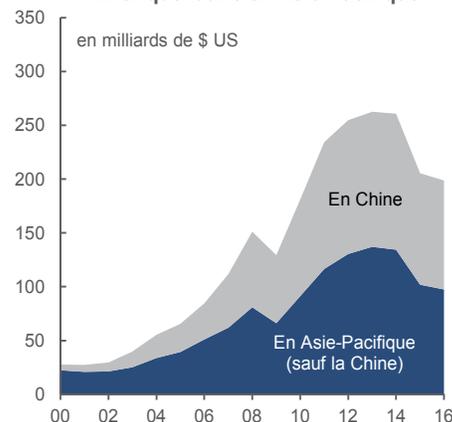
Exportations de biens de l'Asie-Pacifique par région, 2016



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, DOTS du FMI.

Graphique 4

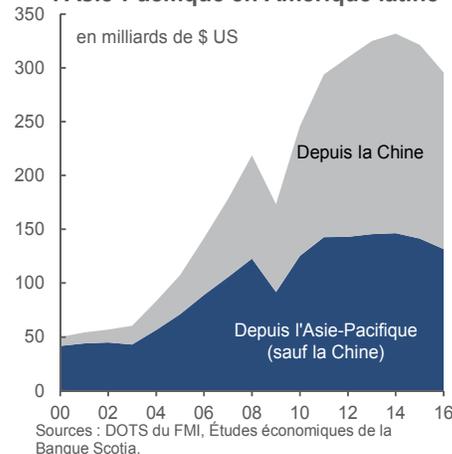
Exportations de biens de l'Amérique latine en Asie-Pacifique



Sources : DOTS du FMI, Études économiques de la Banque Scotia.

Graphique 5

Exportations de biens de l'Asie-Pacifique en Amérique latine



Sources : DOTS du FMI, Études économiques de la Banque Scotia.

La prépondérance de la Chine comme marché exportateur et comme source d'importation rend l'Amérique latine vulnérable aux variations de ses cycles économiques. De plus, dans les années à venir, les pays de l'Amérique latine subiront probablement l'impact défavorable de la transition structurelle de la Chine — en particulier dans ses exportations de produits —, qui poursuit sa transformation d'économie industrielle en économie de services. Les grandes puissances économiques dominent également l'hémisphère occidental : le Mexique est la première destination des exportations de l'Asie-Pacifique et le Brésil est la première source des livraisons latino-américaines en Asie-Pacifique.

LE COMMERCE BILATÉRAL EST — ET RESTERA — CARACTÉRISÉ PAR L'ÉCHANGE DE PRODUITS DE BASE CONTRE DES BIENS MANUFACTURÉS

La composition du commerce bilatéral est elle aussi inégale, en raison des divergences entre les deux régions pour ce qui est de leurs avantages comparatifs, de la conjoncture de leur demande intérieure et de leurs contraintes d'approvisionnement. **L'Amérique latine exporte essentiellement ses abondantes matières premières en Asie-Pacifique**, alors que les ressources naturelles sont relativement rares dans les pays de l'Asie-Pacifique (sauf dans quelques cas comme celui de l'Australie). Dans le même temps, **les économies de l'Asie-Pacifique disposent d'un avantage comparatif grâce aux produits manufacturés à plus forte valeur ajoutée livrés à l'Amérique latine**. En effet, certains pays de l'Asie du Pacifique comptent sur des frais de main-d'œuvre relativement faibles (par exemple, la Chine, l'Inde et le Vietnam), tandis que d'autres disposent de généreux capitaux et de vastes compétences industrielles (comme le Japon, la Corée du Sud et Taïwan). C'est grâce à l'ensemble de ces facteurs que l'Asie-Pacifique a pu se doter d'une chaîne d'approvisionnement régionale fortement intégrée et devenir le pôle mondial de l'industrie manufacturière. Les exportations de l'Asie-Pacifique en Amérique latine sont surtout constituées de produits électroniques comme des téléphones, des ordinateurs et du matériel de radiodiffusion, ainsi que de machines et de véhicules (graphique 6). Dans le même temps, l'Amérique latine exporte surtout, en Asie-Pacifique, du minerai (essentiellement de cuivre et de fer), du pétrole brut et du soya (graphique 7).

Les décideurs latino-américains rappellent constamment que les économies régionales doivent rehausser leur chaîne de valeur et réduire leur dépendance à l'endroit des ressources naturelles. Même si les autorités ont tendance à se pencher sur les déséquilibres évoqués ci-dessus dans les relations commerciales, la conjoncture n'est pas sans difficulté. Le ralentissement de la croissance de l'investissement en immobilisations en Chine et, par le fait même, la léthargie de la hausse de la demande de produits de base imposent des impératifs impérieux aux économies latino-américaines axées sur les ressources, qui sont ainsi obligées de diversifier leurs produits exportés et leurs marchés exportateurs. Toujours est-il que puisque l'Asie sera probablement un pilier de la croissance mondiale dans les années à venir, elle continue de compter parmi les marchés exportateurs les plus importants pour l'Amérique latine, sans égard à tous les efforts consacrés à la diversification.

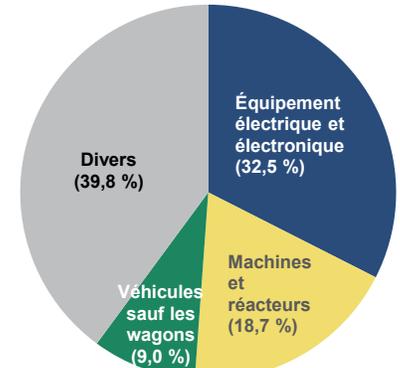
À notre avis, les pays latino-américains pourraient conquérir, dans leurs propres domaines de compétence, de nouveaux débouchés commerciaux à plus grande valeur ajoutée pour répondre à la forte demande asiatique, par exemple dans l'exploitation minière durable et l'énergie renouvelable (comme l'énergie éolienne et hydroélectrique), ainsi que dans la mise en valeur des produits agricoles. Or, le secteur privé et le secteur public doivent s'engager à collaborer pour mettre sur pied une politique-cadre favorable et un environnement commercial qui privilégierait ces débouchés. Sur cette toile de fond, **nous nous attendons à ce que le commerce des produits de base à transformer en biens manufacturés continue de représenter le trait dominant des relations bilatérales pendant de nombreuses années.**

LE COMMERCE BILATÉRAL DES SERVICES OFFRE DES PERSPECTIVES DE DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

En raison de la solidité des liens commerciaux existants et puisque les éléments des services sont de plus en plus intégrés dans le commerce des biens, les perspectives du commerce bilatéral des services entre l'Asie-Pacifique et l'Amérique latine sont encourageantes. Toujours est-il qu'il est difficile de mener une analyse rigoureuse de l'évolution du commerce bilatéral des services entre l'Amérique latine et l'Asie-Pacifique en raison des limites que comporte la publication des données. **À notre avis, il existe des perspectives pour le commerce bilatéral des services, en particulier dans des secteurs comme les finances, le transport, l'agriculture, le tourisme et les services aux entreprises, en raison du savoir-faire existant et des avantages comparatifs complémentaires de ces deux régions.**

Graphique 6

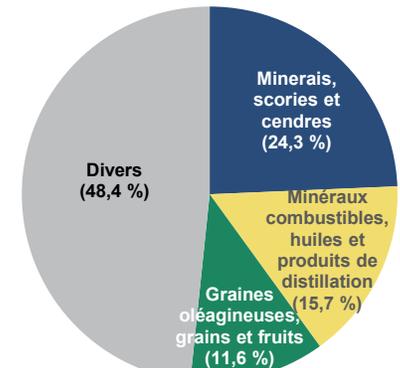
Exportations de l'Asie-Pacifique en Amérique latine 2016, % du total



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Comtrade des NU.

Graphique 7

Exportations de l'Amérique latine en Asie-Pacifique 2016, % du total



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Comtrade des NU.

Entre 2000 et 2016, le commerce mondial des services a progressé en moyenne de 7,2 % par an, ce qui dépasse légèrement le rythme inscrit dans le commerce des biens. L'exportation des services de l'Asie-Pacifique a progressé plus rapidement que la norme mondiale, en inscrivant des gains moyens de 9,0 % par an depuis 2000. Dans le même temps, l'exportation des services de l'Amérique latine a progressé essentiellement selon la tendance mondiale, soit de 7,3 % sur un an (graphique 8). En Asie-Pacifique, c'est au Cambodge, en Inde, en Indonésie, dans les Philippines et à Singapour que l'exportation mondiale des services a inscrit ses gains les plus fulgurants (de 12 % à 18 % en moyenne par an), alors qu'en Amérique latine, c'est le Brésil qui a été le plus performant (en inscrivant une progression moyenne de 11 % par an depuis 2000). En Asie-Pacifique, l'exportation des services en pourcentage du PIB culmine à Singapour, à Hong Kong et en Thaïlande (entre 17 % et 50 % du PIB). Hormis les Antilles, dont l'économie est surtout axée sur le tourisme et les services financiers, l'exportation des services joue un rôle nettement moindre en Amérique du Sud, où le Chili est le meneur, puisque l'exportation de ses services n'équivaut qu'à 4 % à peine du PIB.

L'exportation des services de l'Asie-Pacifique est de grande envergure, en raison de l'état plus avancé de ce secteur par rapport à celui de l'Amérique latine; les services touristiques sont essentiels pour les pays comme le Cambodge et la Thaïlande, alors que les services logiciels — soit les centres d'information — dominent l'exportation des services des Philippines et de l'Inde. Singapour exporte essentiellement des services de transport (transport maritime et logistique) et des services financiers et assuranciers. Dans le même temps, le Japon est un client asiatique majeur des services exportés par l'Amérique latine. À notre avis, le développement accru du secteur de l'exportation des services en Amérique latine (en excluant les centres financiers extraterritoriaux) donnerait à cette région l'occasion de diversifier ses économies, qui s'affranchiraient des ressources, et permettrait aux fournisseurs de services latino-américains de rayonner dans les économies asiatiques en progression rapide. Au Brésil et au Chili, les services de transport représentent actuellement une part importante des services qu'ils exportent. Les connaissances latino-américaines dans l'urbanisation et la transformation des aliments pourraient offrir de plus vastes perspectives dans le commerce des services dans la région densément peuplée de l'Asie-Pacifique.

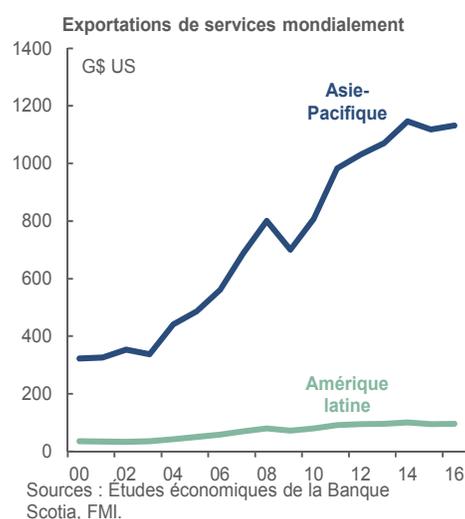
LES ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE VIENDRONT ACCENTUER L'INTÉGRATION INTERRÉGIONALE

Les efforts officiels soutenus des décideurs des deux régions viendront accentuer l'intégration de l'Asie-Pacifique et de l'Amérique latine dans les années à venir. **Selon notre évaluation, les assises sont assez solides pour accroître la coopération au-delà des territoires continentaux, en raison de l'harmonisation intrarégionale des politiques et de la libéralisation du commerce en Amérique latine comme en Asie-Pacifique.** Or, les nouveaux progrès accomplis dans l'élimination des obstacles qui se dressent contre le commerce et l'investissement dans ces pays et l'amélioration des infrastructures et des technologies liées au commerce viendraient étayer les relations commerciales bilatérales entre ces deux régions lointaines.

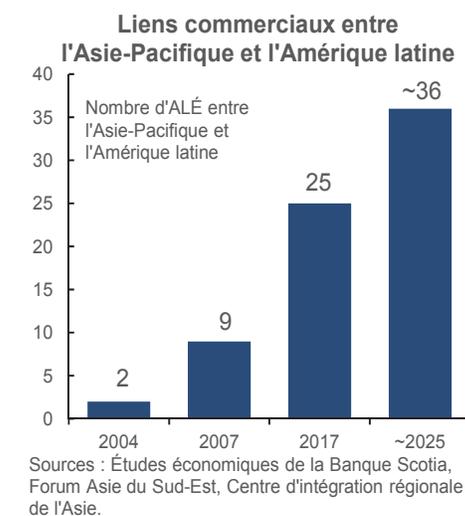
Depuis l'établissement, en 2004, de l'ALÉ entre la Corée du Sud et le Chili, l'intégration interrégionale s'est considérablement accentuée grâce à d'autres pactes commerciaux. Depuis 2004, il s'est signé chaque année environ deux nouveaux ALÉ, ce qui porte à 25 le nombre total d'ALÉ entre les deux régions (graphique 9). **Le Chili est le meneur de l'intégration régionale**, puisqu'il a signé 10 ALÉ avec des pays de l'Asie-Pacifique. Le Pérou — avec ses cinq ALÉ — a également officialisé ses relations commerciales vitales avec l'Asie. Les devanciers dans la course aux ALÉ bilatéraux en Asie-Pacifique sont Taïwan et Singapour (qui ont tous deux quatre ALÉ avec des pays de l'Amérique latine), talonnés par la Chine, le Japon et la Corée du Sud (qui ont tous trois ALÉ).

En sachant que les pactes commerciaux ne sont pas tous fructueux, notre analyse élémentaire compare les exportations chiliennes et péruviennes à destination de la Chine avant et après que les deux pays aient signé un ALÉ avec ce pays, pour éclairer l'impact potentiel des pactes commerciaux sur les échanges bilatéraux. L'accord entre la Chine et le Chili produit ses effets depuis 2006, alors que l'ALÉ entre la Chine et le Pérou est entré en vigueur en 2010. Nous avons constaté que les exportations de ces deux pays latino-américains à destination de la Chine ont progressé de concert (d'environ 35 % par an) entre 2000 et 2006, période au cours de laquelle ni l'un ni l'autre n'avait d'ALÉ avec la Chine. En 2007-2009, alors que l'ALÉ entre la Chine et le Chili était déjà en vigueur, mais que le Pérou et la Chine n'avaient pas encore conclu le leur, les exportations du Chili en Chine ont augmenté de 43 % sur un an en moyenne, alors que les gains annuels des exportations du Pérou ont décéléré à 22 %. Bien que d'autres facteurs aient probablement contribué en même temps à la divergence du rendement des exportations, le résultat montre qu'il faut approfondir l'évaluation des éléments des ALÉ qui ont produit l'impact le plus favorable sur le commerce et l'intégration.

Graphique 8



Graphique 9



En règle générale, les ALÉ viennent améliorer et harmoniser la réglementation-cadre, accroître la confiance des entreprises et ouvrir de nouveaux débouchés économiques. Toujours est-il qu'il existe des différences substantielles dans la portée et la profondeur des pactes. La Banque asiatique de développement⁸ conclut que dans l'ensemble, **les ALÉ en vigueur entre l'Amérique latine et l'Asie-Pacifique ont permis d'accélérer la libéralisation du commerce des biens et comprennent de vastes dispositions sur les services. Dans le même temps, il est possible d'améliorer le traitement des « nouveaux enjeux » comme les droits de propriété intellectuelle, l'investissement, la transparence dans les marchés publics, la promotion des échanges commerciaux et la politique sur la concurrence.** En se penchant résolument sur ces questions, ces deux régions pourraient dynamiser encore leurs liens multilatéraux.

On s'attend à ce que l'intégration interrégionale se poursuive : les économies des deux régions négocient actuellement neuf accords de libre-échange; deux accords ont été signés sans toutefois avoir pris effet. Autrement dit, il pourrait y avoir 36 ALÉ dans les prochaines années. L'avenir du Partenariat transpacifique (PTP) viendra aussi orienter significativement, à moyen et à long terme, la dynamique interrégionale. Dans la foulée du désistement des États-Unis dans le cadre du pacte, les 11 autres pays se sont entendus pour conclure ce pacte indépendamment. La version modifiée du pacte — l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) — entrera en vigueur lorsqu'au moins six pays membres l'auront ratifié. **Puisque 10 des pays membres, le Canada étant l'exception — ne sont ni latino-américains, ni pacifico-asiatiques, le PTPGP pourrait transformer considérablement leurs rapports économiques, étant donné que ce pacte traite relativement abondamment des « nouveaux enjeux » évoqués ci-dessus.**

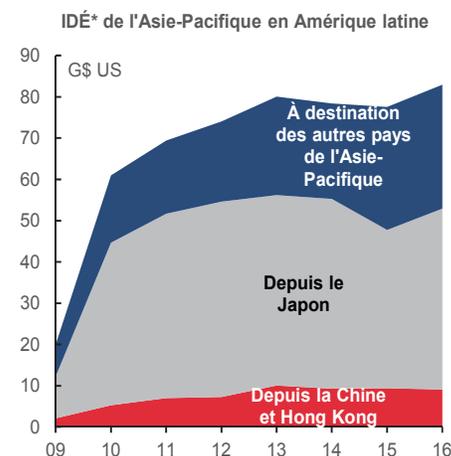
FORTE MARGE DE MANŒUVRE POUR LA CROISSANCE DE L'INVESTISSEMENT INTERRÉGIONAL

L'investissement direct étranger (IDÉ) vient étendre et diversifier les liens commerciaux existants, en permettant aux sociétés d'investissement d'éviter les barrières commerciales et en faisant la promotion du transfert des connaissances. Effectivement, les courants interrégionaux d'investissement ne se raffermissent généralement que lorsqu'on a établi de solides liens commerciaux. Les courants d'investissement entre l'Asie-Pacifique et l'Amérique latine, bien qu'ils aient progressé ces dernières années, tirent toujours de l'arrière sur les volumes inscrits dans les échanges commerciaux. Or, **les perspectives d'un raffermissement des liens d'investissement entre l'Asie-Pacifique et l'Amérique latine sont encourageantes, puisque les échanges commerciaux progressent et que les deux régions continuent de rehausser leur conjoncture d'investissement et leurs pratiques de protection des investisseurs.** Selon les données du Fonds monétaire international, le stock de l'IDÉ bilatéral s'est chiffré à près de 128 G\$ US en 2016, et la croissance s'établit à une moyenne de 19 % par an depuis 2009. **L'Asie-Pacifique domine les relations bilatérales dans le domaine de l'investissement. Près des deux tiers du stock combiné de l'IDÉ des régions sont constitués d'investissements de l'Asie-Pacifique en Amérique latine.**

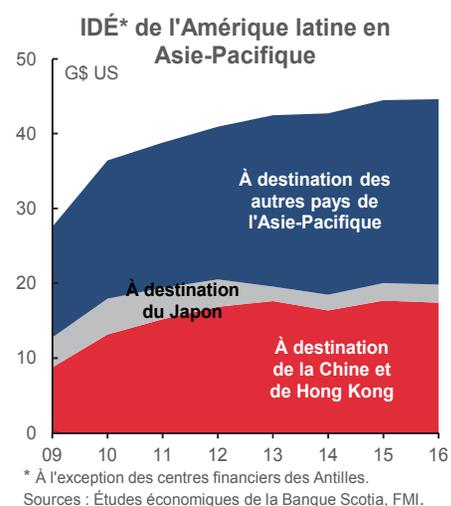
L'abondance des ressources naturelles et l'envergure des marchés intérieurs font de l'Amérique latine une destination d'investissement attrayante, mondialement comme pour l'Asie-Pacifique. Effectivement, alors que le stock de l'IDÉ mondial en Amérique latine a progressé rapidement — soit de 21 % par an en moyenne entre 2009 et 2016 —, l'IDÉ de la région en provenance de l'Asie-Pacifique a crû encore plus rapidement, de 34 % par an, surtout grâce au rayonnement de la Chine. Dans le même temps, le stock de l'IDÉ mondial en Asie-Pacifique a progressé plus lentement que celui de l'Amérique latine — soit de 10 % par an en moyenne — alors que l'investissement de l'Amérique latine en Asie-Pacifique a augmenté encore plus lentement, de 8 % par an. **Le Brésil et le Mexique sont les premières destinations de l'investissement asiatique en excluant les centres financiers extraterritoriaux.** Le Japon est l'investisseur le plus important (graphique 10), puisqu'il représente 53 % du total des investissements de l'Asie-Pacifique en Amérique latine en 2016; il est suivi de la Chine (11 % du total). **Pour ce qui est de l'IDÉ latino-américain en Asie-Pacifique, la majorité prend le chemin de la Chine et de Hong Kong** (graphique 11), ainsi que de l'Inde. La plupart des investissements proviennent des centres financiers extraterritoriaux des Antilles et de Panama. Lorsqu'on les exclut, le Brésil et le Mexique mènent les investisseurs : le Brésil, source de 44 % de l'IDÉ latino-américain en Asie-Pacifique, est talonné par le Mexique, à 41 %.

Le stock de l'IDÉ latino-américain qui provient du Japon et de la Corée du Sud est généralement concentré dans le secteur manufacturier (soit l'automobile et l'électronique). Ces investissements visent à répondre à la demande locale en Amérique latine et à réduire les coûts logistiques. Dans le même temps, les intérêts chinois en Amérique latine sont généralement concentrés sur

Graphique 10



Graphique 11



les produits de base et les infrastructures, qui visent **essentiellement à répondre à la forte demande chinoise de matières premières et à en promouvoir la livraison en Asie**. L'IDÉ latino-américain en Asie-Pacifique trouve essentiellement son débouché dans le secteur de services financiers et professionnels — surtout l'IDÉ des Bermudes et des îles Caïmans —, de même que dans l'alimentation et le tabac et dans les produits de base comme les métaux, le charbon et le pétrole et le gaz, pour **profiter des chaînes d'approvisionnement économiques de la région et conquérir de nouveaux marchés**. Il est toutefois utile de signaler que certains investissements au départ des centres financiers extraterritoriaux des Antilles proviennent en fait de l'Asie, surtout de la Chine, puisqu'on fait appel à la pratique de l'« aller-retour » afin de profiter des incitatifs fiscaux de la Chine dans le domaine de l'IDÉ. **Une interaction plus étroite entre le secteur public et le secteur privé des deux régions pourrait accroître les perspectives bilatérales d'investissement — surtout en Amérique latine, dont les infrastructures réclament plus de moyens financiers, qu'on retrouve en abondance en Asie-Pacifique.**

Ces dernières années, les économies de l'Amérique latine et de l'Asie-Pacifique ont tout mis en œuvre pour raffermir la qualité de leurs institutions en garantissant les droits des investisseurs et en améliorant d'autres aspects de la gouvernance et de la règle du droit; ces progrès sont essentiels pour l'IDÉ et l'investissement dans les portefeuilles. Effectivement, **l'Amérique latine et l'Asie-Pacifique ont signé un nombre considérable de nouveaux traités bilatéraux d'investissement (TBI)**, même si la plupart des ALÉ entre les deux régions comprennent un chapitre sur les investissements. Les TBI promeuvent la circulation des investissements puisqu'ils viennent rassurer les investisseurs inquiets de la sécurité de leurs actifs. Selon la Banque mondiale, 68 TBI sont actuellement signés entre les deux régions, contre 45 en 2000 (graphique 12). **À notre avis, l'amélioration et la convergence de la réglementation-cadre en Amérique latine et en Asie-Pacifique viendront promouvoir les courants d'IDÉ et raffermir les liens avec les marchés de capitaux et l'investissement dans les portefeuilles (en titres de dette et en titres participatifs) dans les années à venir.**

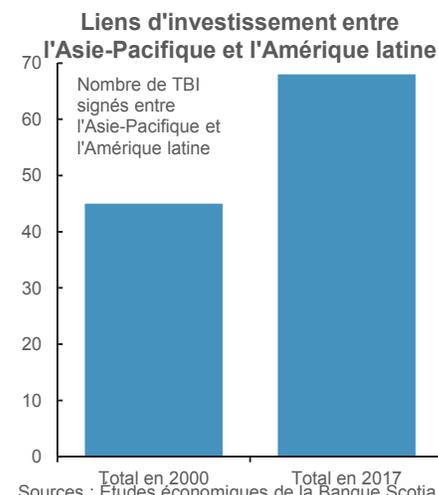
À nos yeux, **l'un des premiers facteurs déterminants de l'IDÉ bilatéral à moyen terme est l'issue de la renégociation de l'ALÉNA**, qui pourrait avoir une incidence sur la localisation des opérations des entreprises de l'Asie-Pacifique lorsqu'elles décideront de s'installer dans l'hémisphère occidental. En outre, le résultat de cette renégociation influencera également le parti que prendra le Mexique dans le commerce mondial et l'investissement à l'étranger, éventuellement en amenant ce pays à resserrer ses liens avec l'Asie-Pacifique. **Sous l'angle de l'investissement dans les portefeuilles, le développement continu des marchés de capitaux latino-américains sera le facteur essentiel de l'orientation des perspectives à moyen terme.** L'intégration approfondie des marchés laisse entendre que la région offrira aux investisseurs de l'Asie-Pacifique — qui possèdent une vaste réserve d'épargne — un nombre croissant d'attrayantes perspectives d'investissement.

L'INFLUENCE DE LA CHINE À LA HAUSSE EN AMÉRIQUE LATINE

Après être devenue le premier partenaire commercial de la plupart des pays latino-américains, **la Chine a montré que cette région l'intéresse de plus en plus, comme en témoigne la croissance des courants d'investissement et du crédit des banques de l'État chinois. Cette tendance est appelée à perdurer dans l'avenir prévisible puisque l'économie chinoise continuera de mener la croissance mondiale, en rehaussant son pouvoir économique dans le monde.** Selon l'indice China Global Investment Tracker² de l'AEI pour les années comprises entre 2005 et 2016, les premiers bénéficiaires de l'investissement et des contrats de construction de la Chine ont été le Brésil, l'Argentine, le Venezuela et le Pérou (graphique 13). Le secteur de l'énergie a profité de 61 % de ces courants d'investissement et contrats; viennent ensuite les métaux (19 %) et le transport (6 %).

L'intérêt que porte la Chine à l'Amérique latine ne se limite pas aux relations commerciales. Selon la Base de données des finances Chine-Amérique latine³ de l'Inter-American Dialogue, entre 2005 et 2016, les banques de l'État chinois — la Banque de

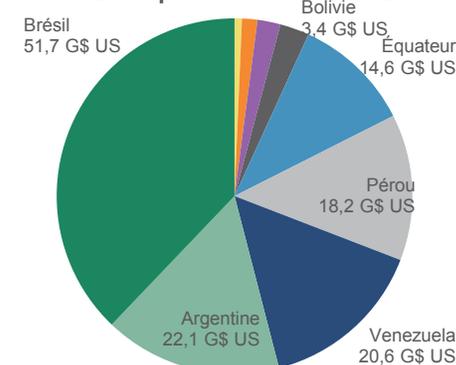
Graphique 12



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Banque mondiale.

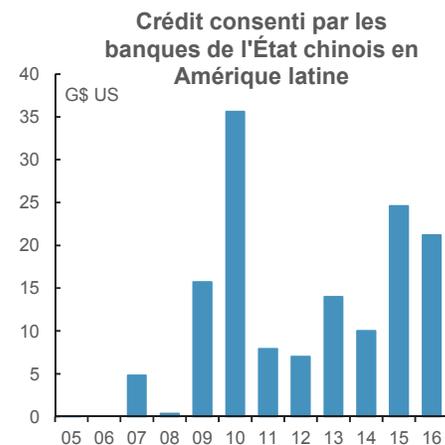
Graphique 13

Investissements et contrats de la Chine en Amérique du Sud en 2005-2016



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, indice China Global Investment Tracker de l'AEI.

Graphique 14



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Inter-American Dialogue.

développement de la Chine et la Banque d'export-import de la Chine — ont pris plus de 141 G\$ US d'engagements de crédit envers des pays latino-américains et antillais et des entreprises de ces États (graphique 14), ce qui dépasse l'ensemble du financement apporté à la région par la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement. **En plus de viser à répondre à la demande de la Chine en produits de base, nous croyons que la diplomatie peut jouer un rôle dans ces relations**, comme le laisse entendre le fait que le Venezuela est le premier bénéficiaire du crédit des banques de l'État chinois. En outre, la Chine finance massivement le développement du Brésil, de l'Équateur et de l'Argentine. Le crédit consenti par les banques de l'État chinois — 100 G\$ US, soit environ 70 % du total — est majoritairement consacré au secteur de l'énergie, puis à celui des infrastructures (24,3 G\$ US, soit 17 % du total).

LE MOT DE LA FIN

Les rapports économiques entre l'Amérique latine et l'Asie-Pacifique ont considérablement évolué dans les deux dernières décennies, en commençant par le commerce des marchandises et en enchaînant avec le commerce des services et les courants d'investissement. Cette évolution fulgurante s'explique essentiellement par les avantages comparatifs complémentaires qu'offrent ces deux régions : abondance des ressources naturelles en Amérique latine et vaste réserve d'épargne, main-d'œuvre bon marché et savoir-faire technologique en Asie-Pacifique. Ces complémentarités caractérisent les échanges bilatéraux et les courants d'investissement entre les deux régions. En outre, l'Asie-Pacifique et l'Amérique latine sont d'importants marchés, dotés de classes moyennes grandissantes, ce qui les rend attrayants pour les entreprises en quête de nouveaux clients et souhaitant se diversifier en s'affranchissant de la demande des grandes puissances économiques. À nos yeux, cette dynamique accroîtra l'intégration interrégionale dans les années à venir, en faisant rejaillir des avantages sur les deux régions. Or, encore faut-il savoir s'il y aura une évolution du thème existant de la transformation des produits de base en biens manufacturés.

La colossale économie de l'Asie-Pacifique domine actuellement les liens bilatéraux avec l'Amérique latine. En plus de miser sur l'intégration interrégionale, l'Asie-Pacifique donne beaucoup d'importance au resserrement des liens dans le commerce et l'investissement en Asie. C'est ainsi que cette région a pu se doter d'une chaîne d'approvisionnement régionale économique, dans laquelle se complètent les points forts des différents pays. Il s'agit d'un enseignement dont pourraient profiter les pays de l'Amérique latine. Hormis la nécessité d'une intégration intrarégionale plus étroite, les économies latino-américaines doivent relever un autre défi commun : la transformation économique de la Chine. Le géant asiatique mène lentement la transition qui transformera cette puissance industrielle en économie de consommation, et ce virage se traduira par un ralentissement de la croissance de la demande chinoise de produits de base dans les années à venir, alors que la demande de services se raffermira. Les économies latino-américaines pourraient récolter les avantages de la satisfaction de la forte demande à court terme de ressources naturelles, en développant dans le même temps leurs secteurs de services en prévision de demain.

L'Amérique latine est appelée à rester une attrayante destination, pour le commerce et l'investissement, aux yeux des pays de l'Asie-Pacifique dans les années à venir, en raison du vaste territoire agricole de la région et de ses autres ressources naturelles, de l'envergure de son marché et de sa proximité par rapport à l'Amérique du Nord. En outre, de nombreux pays latino-américains remportent beaucoup de succès dans la lutte contre la pauvreté et dans l'urbanisation, ce qui pourrait offrir à l'Asie-Pacifique d'importantes perspectives d'apprentissage. C'est pourquoi le resserrement des liens bilatéraux entre l'Asie-Pacifique et l'Amérique latine apporte des avantages évidents à ces deux régions. Ces liens peuvent aussi s'étendre à des secteurs qui débordent le cadre des liaisons commerciales, mais qui obligeront les gouvernements des deux régions à s'engager à concorder leurs politiques et à dialoguer. À notre avis, l'évaluation des options envisageables d'intérêt public qui viendraient rehausser les liens bilatéraux entre les deux régions mérite une recherche approfondie.

Ouvrages consultés et complément de lecture

1. BAD, BID et IBAD, 2012, *Shaping the Future of the Asia-Latin America and the Caribbean relationship*, Institut de la Banque asiatique de développement (IBAD) et Banque interaméricaine de développement (BID).
2. American Enterprise Institute et Heritage Foundation, *AEI China Global Investment Tracker*, ouvrage à consulter en cliquant sur le lien <http://www.aei.org/china-global-investment-tracker>.
3. Gallagher, Kevin P. et Margaret Myers, 2016, *China-Latin America Finance Database*, Inter-American Dialogue.
4. Hosono, Akio, 2017, *Asia-Pacific and Latin America: Dynamics of regional integration and international cooperation*, International Trade, série n° 132, ECLAC.
5. Myers, Margaret et Carol Wise, 2016, *The Political Economy of China-Latin America Relations in the New Millennium: Brave New World*, Routledge.
6. CNUCED, 2016, *Rapport sur l'investissement dans le monde 2016 — Nationalité des investisseurs : Enjeux et politiques*, Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement.
7. CNUCED, 2017, *Rapport sur l'investissement dans le monde 2017 — L'investissement et l'économie numérique*, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.
8. Wignaraha G., D. Ramizo et L. Burmeister, 2012, *Asia-Latin America Free Trade Agreements: An Instrument for Inter-Regional Liberalization and Integration?*, Document de travail de l'IBAD, série n° 382 (septembre), Institut de la Banque asiatique de développement (IBAD).

Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutive découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de cochefs de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.

^{MD} Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont Scotiabanc Inc., Citadel Hill Advisors L.L.C., The Bank of Nova Scotia Trust Company of New York, Scotiabank Europe plc, Scotiabank (Ireland) Limited, Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Scotia Inverlat Casa de Bolsa S.A. de C.V., Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V. et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.